



Le Premier ministre de Madagascar, Ntsay Christian, et le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres



Allocution de Monsieur Christian NTSAY

Premier Ministre, Chef de Gouvernement de la République de Madagascar

74ème Session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies

28 septembre 2019 à 10h - New York

Thème : « Dynamiser les efforts multilatéraux pour l'éradication de la pauvreté, l'éducation de qualité, l'action contre le changement climatique et l'inclusion ».

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire Général,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Je me fais l'honneur de représenter ici en cette occasion Son Excellence Monsieur Andry RAJOELINA, Président de la République de Madagascar et le peuple Malagasy tout entier. Prendre la parole devant cette auguste Assemblée est à la fois un privilège et un devoir car de nos échanges et nos contributions découleront la voie à suivre et l'avenir de notre vision commune d'un monde de paix, de prospérité et d'une Nation des peuples.

Monsieur le Président,

Je me joins aux précédents orateurs pour vous adresser mes plus sincères félicitations pour votre élection. Je suis convaincu que votre conviction et votre engagement en faveur du multilatéralisme garantiront de concrètes avancées face aux différents défis auxquels notre Organisation est confrontée, conformément au principal thème de cette 74ème Session ordinaire.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Ne nous voilons plus la face, notre monde est, depuis maintenant quelques décennies, déchiré par des crises et des conflits inédits, par des inégalités toujours plus marquées. Notre planète est, chaque jour, un peu plus menacée par nos excès irréfléchis et nos pratiques irresponsables.

Certes, nous nous sommes engagés à mobiliser nos énergies pour mettre fin à toutes les formes de pauvreté, combattre les inégalités et s'attaquer aux changements climatiques, en veillant à ne laisser personne de côté. Certes nous nous sommes fortement mobilisés dans tous les grands sommets et conférences, pour un développement humain et économique équitable et durable.

Mais la réalité est telle que cela ne suffit plus. Tous ensemble, il nous faudra redoubler d'efforts pour éradiquer cette pauvreté, pour promouvoir et assurer cette éducation de qualité et cette inclusion. Il nous faudra renforcer et coordonner nos actions contre ce changement climatique dont les conséquences sont devenues de plus en plus visibles et malheureusement intensifient la pauvreté et les inégalités entre les peuples d'aujourd'hui. Rattraper les retards de ces décennies de balbutiement voire d'inaction est un devoir qui nous incombe à tous.

Au-delà des paroles et des déclarations, nous avons l'obligation d'aller le plus loin possible dans nos initiatives et dans nos actions. Il nous faudra marcher ensemble pour donner un

nouveau souffle à ce multilatéralisme auquel nous croyons afin que nous, peuple des Nations Unies, puissions encore et toujours nous reconnaître à travers notre Organisation, en ses valeurs et surtout en ses actes.

Quant à mon pays, Madagascar, il intègre les défis globaux qu'implique son adhésion aux Nations Unies, à ses propres ambitions et chantiers nationaux.

Je voudrais donc affirmer ici que Madagascar, sous le leadership de Son Excellence Monsieur Andry RAJOELINA, Président de la République, s'est fixé comme objectif majeur de ces prochaines années cette ambition d'accéder au statut de pays émergent pour rattraper son retard de développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les défis auxquels Madagascar doit faire face sont conséquents. Des réformes structurelles et sectorielles de grande envergure sont actuellement initiées et vont être poursuivies avec engagement et détermination sans précédent.

Le premier défi est celui de la consolidation du processus démocratique, de la gouvernance et du renforcement de l'unité nationale. Le Gouvernement s'engage et met en œuvre une politique de promotion et de respect des libertés individuelles et collectives, de respect de la séparation des pouvoirs, de l'émergence d'une société civile responsable et dynamique où les jeunes et les femmes prennent activement part.

En effet, depuis le début de son mandat, le Président de la République de Madagascar a considéré les questions de gouvernance basée sur la promotion de la démocratie, des droits humains, de la lutte contre la corruption, de la justice sociale comme une priorité nationale. La Politique Générale de l'État le stipule clairement et l'impérativité de cette nouvelle orientation est sans équivoque, et c'est pourquoi le Gouvernement y adhère pleinement et agit dans sa mise en œuvre.

L'Etat d'aujourd'hui se constitue comme garant institutionnel pour le respect des droits humains à Madagascar et ceci figure ainsi parmi ses grands chantiers. C'est dans ce cadre que le Gouvernement Malagasy se penche et agit pour beaucoup dans le traitement approprié et responsable de ces sujets tant sur les événements ponctuels des actualités que sur les questions fondamentales connexes aux dimensions politiques et stratégiques du respect des droits humains à Madagascar. Cela concerne la sécurité en zone rurale et urbaine, le système judiciaire et carcéral, la décentralisation, le système de santé et de nutrition ainsi que le système éducatif. Il s'agit de chantiers complexes qui requièrent de nouvelles orientations stratégiques et d'initiatives innovantes et coordonnées comme défini dans la Politique Générale de l'Etat.

Parmi les premières mesures prises par le régime actuel figure la restauration de la paix et de la sécurité, notamment pour protéger les populations rurales contre le fléau des « Dahalo » ou voleurs de zébus, des bandits-guerriers qui volent de façon atroce les bétails dans les zones reculées de Madagascar. Les « Dahalo » agissent selon des pratiques meurtrières

inacceptables et rien ne les a arrêtés jusqu'à un passé récent. Ils attaquent les villages, violent les femmes et les filles, tuent les hommes et les jeunes garçons, dérobent les troupeaux pour alimenter un réseau illicite de trafic de zébus. Cela doit cesser et les forces de l'ordre assument fort heureusement aujourd'hui leurs responsabilités pour protéger la vie et les biens de la population en se sacrifiant pour gagner ce combat.

Je réaffirme ici le plein engagement du Président de la République et du Gouvernement entier pour le respect et la promotion des droits humains. L'action du Gouvernement s'inscrit donc dans la nécessité de garantir la sécurité des biens et des personnes ainsi que la justice équitable pour tous. Nous condamnons fermement toutes formes de violence, d'où qu'elles viennent, se pratiquant en dehors du cadre de la loi et toutes formes d'abus de pouvoirs, et c'est la raison pour laquelle tous les cas de dérives notamment de la part de certains éléments de forces de l'ordre ont fait l'objet de sanctions pénales, administratives et disciplinaires.

La prévention constitue également un des axes de notre politique en matière de paix et de sécurité. Des initiatives et actions multiples sont initiées, notamment par la réforme du secteur de sécurité, le redéploiement des forces de sécurité avec la construction de nouvelles bases opérationnelles de proximité, l'amélioration des équipements des unités d'intervention, le développement d'un programme de puces bovines associées aux dispositifs de géo localisation des bétails, l'interdiction de l'exportation de zébus, la construction de nouvelles prisons aux standards internationaux pour de meilleures conditions carcérales et respectueuses des droits humains.

S'alignant à l'Agenda 2030, l'éducation et la santé figurent également parmi les priorités nationales de mon pays.

Madagascar reconnaît que sa capacité de développement repose sur son potentiel éducatif. Pour que chaque citoyen et chaque citoyenne puissent participer à la vie de la nation, le Gouvernement Malagasy tient à garantir l'éducation pour tous. Une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous constitue un droit humain inaliénable, elle est aussi le gage d'un développement harmonieux et durable de la société et de la stabilité du pays.

Nous nous sommes engagés pour que toutes les filles et tous les garçons suivent, sur un pied d'égalité, un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire de qualité, qui débouche sur une éducation véritablement utile. Dans cette perspective, nous avons décidé de construire de nouvelles écoles de proximité sur l'étendue du territoire, de poursuivre le recrutement et la formation des enseignants, de doter les élèves de livres et tablettes scolaires, de poursuivre le programme de cantines scolaires pour les écoles vulnérables afin que la rétention à l'école soit une réalité.

Par ailleurs, Madagascar s'engage aujourd'hui de façon volontaire à rendre la santé accessible à tous, à travers la construction de nouveaux hôpitaux de proximité, l'amélioration de la qualité des plateformes et services médicaux dans les formations sanitaires existantes, le recrutement du personnel de santé et le renforcement de compétences des équipes médicales, l'amélioration de la gestion du système de santé publique, notamment par la mise en œuvre de la politique de couverture sanitaire universelle.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le second défi de l'émergence est celui de la croissance économique, inclusive et visant à réduire de façon considérable la pauvreté et les inégalités. Le Gouvernement est convaincu que ce développement économique est possible car le capital humain demeure une priorité et est placé aujourd'hui au cœur de toutes les initiatives et actions entreprises puisque Madagascar est une nation jeune, dynamique, menée aujourd'hui par un leadership fort, visionnaire et inclusif.

Fort de cette conviction, Madagascar ambitionne donc de mettre fin à ce paradoxe d'un pays doté d'un potentiel reconnu mais qui a accumulé une situation de pauvreté, de précarité et d'inégalités sans précédent. Rattraper les retards de développement dont le pays souffre depuis bientôt 60 ans constitue aujourd'hui le socle de la vision et des engagements de Son Excellence Monsieur Andry RAJOELINA, Président de la République.

Le Plan Émergence Madagascar 2019-2023 conduira le pays dans sa transformation structurelle et dimensionnelle pour accélérer le processus de son émergence. Dans un cadre stratégique de 5 ans, Madagascar vise pour l'essentiel à :

- * doubler sa production de l'électricité en valorisant ses capacités en énergie renouvelable ;
- * aménager de nouvelles superficies de 100.000 hectares pour atteindre son autosuffisance en riz ;
- * soutenir un programme diversifié d'industrialisation pour une création de valeurs ajoutées dans des chaînes de valeurs prioritaires comme le tourisme, les transports, les mines, l'agro-industrie, la pêche, l'élevage, l'industrie culturelle ;
- * promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes ;
- * construire 50.000 nouveaux logements éparpillés sur tout le pays ;
- * construire et réhabiliter des routes et des pistes rurales, des ports, des aéroports, des marchés dans toutes les régions de Madagascar ;
- * faire bénéficier la population de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, de nouvelles constructions des infrastructures sportives et culturelles ;
- * promouvoir des emplois décents pour tous, accompagnés de mécanismes de protection sociale en faveur de tous les travailleurs ;
- * améliorer constamment le climat des affaires tout en veillant à ce que les économies profitent certes aux investisseurs privés mais également à la population et à l'État.

Les ambitions de Madagascar pour atteindre les ODD sont réelles et le gouvernement de mon pays s'attèle à travailler dans l'efficacité des méthodes et approches utilisées ainsi que dans

l'efficience de l'utilisation des ressources.

L'état a décidé de compter sur ses propres forces pour mobiliser des ressources intérieures pour financer son plan de développement. Madagascar compte néanmoins sur la solidarité et les opportunités internationales pour l'appuyer en vue d'accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le troisième grand défi repose sur l'environnement. L'adoption de l'Accord de Paris sur le climat a été une étape importante dans la lutte contre le changement climatique. Il a notamment permis l'engagement concret de tous les pays signataires à lutter contre la hausse de la température par l'intermédiaire des contributions déterminées au niveau national. Cependant, force est de constater que l'ensemble de ces contributions pour lesquels les pays signataires se sont engagés jusqu'ici n'est pas suffisant pour atteindre les objectifs fixés dans l'accord.

Partant du principe de la responsabilité partagée mais différenciée, j'invite les pays signataires à prendre leurs responsabilités pour que les efforts et les moyens nécessaires soient mobilisés afin d'inverser la tendance actuelle car les pays les plus vulnérables sont souvent ceux qui subissent le plus les effets du changement climatique.

Responsable de moins de 1% de l'émission de gaz à effet de serre dans le monde, Madagascar subit pourtant de plein fouet les conséquences du changement climatique comme les cyclones tropicaux plus nombreux et plus violents, la sécheresse, l'inondation, les troubles du calendrier agricole. Mais conscient de sa responsabilité, Madagascar démontre aujourd'hui une volonté politique ferme dans cet effort collectif de mobilisation contre le changement climatique.

Dans ce cadre, Madagascar poursuit sans relâche les efforts de préservation et de conservation de la biodiversité, des ressources naturelles et environnementales existantes tout en s'engageant à la mise en œuvre d'un programme ambitieux et audacieux de reforestation d'une superficie d'au moins 200.000 ha en 5 ans, à raison de 20 millions d'arbres plantés chaque année et ce, pour que Madagascar redevienne ce qu'elle était « L'île verte ».

Il convient de signaler les conséquences multiples du changement climatiques dans le Sud du pays et la volonté politique affirmée du Gouvernement pour y apporter des réponses structurantes et ambitieuses. La Table Ronde organisée prochainement pour la mise en œuvre de la Stratégie intégrée de développement du Grand Sud, avec la coprésidence des Nations Unies aux côtés des autorités nationales, constituera sans nul doute un engagement concret pour valoriser le partenariat mondial.

En conclusion des défis nationaux, mon pays fait un portage fort de la promotion des valeurs de la paix, de la justice sociale, des droits humains, de la gouvernance responsable, de l'inclusion, de la fierté et de la dignité de la population Malagasy toute entière, et tout cela constitue ainsi la fondation de cette émergence tant attendue.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'Organisation des Nations Unies est un partenaire majeur pour Madagascar. Elle a toujours été un allié indispensable dans le cours de l'histoire contemporaine de mon pays. Et puisque l'occasion s'y prête, je voudrais adresser toute ma reconnaissance pour la marque de solidarité dont l'ONU a témoigné envers Madagascar et le peuple Malagasy tout le long du processus électoral de 2018 et 2019. Un processus qui a permis pour la première fois une alternance démocratique pacifique à Madagascar. Ce grand pas que nous avons franchi démontre une fois de plus la volonté affirmée de toute une population de pallier son retard de développement.

Avant de terminer mon allocution, permettez-moi de dire que nous avons une mission commune, celle de trouver ensemble un modèle de mobilisation, de partenariat et de coopération avec un nouvel équilibre pour qu'ensemble nous atteignions notre objectif commun de développement durable. Nous faisons face aux mêmes défis et nous devons travailler ensemble puisque nous partageons le même intérêt supérieur qui est notre planète commune.

J'ose croire qu'il s'agit d'une vision fédératrice qui guidera constamment nos pas et inspirera chacun et chacune de nous, pour à la fois un monde meilleur, plus juste et plus soucieux de l'avenir, ainsi qu'un monde de dialogue, de coopération et de prospérité.

Je vous remercie.